

COMITÉ PERMANENT INTERÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHIERESSE DANS LE SAHEL

INSTITUT DU SAHEL - B.P. 1530 - BAMAKO

**PROGRAMME RÉGIONAL DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL EN MATIÈRE DE
RECHERCHE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL (PRISAS)**

**DECALAGE ENTRE LA PRODUCTION ET LA
CONSOMMATION DE CÉREALES AU SAHEL**

Josué Dioné

**Document préparé pour le Séminaire Régional FAO-CIRAD
sur la "Promotion de Systèmes Agricoles Durables
dans les Pays d'Afrique Soudano-Sahélienne"**

Dakar, Sénégal: 10 - 14 Janvier 1994



DECALAGE ENTRE LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DE CEREALES AU SAHEL

Josué Dioné

Janvier 1994

I. INTRODUCTION

La grave crise alimentaire du début des années 70 au Sahel donne naissance au CILSS, organisation de coopération sous-régionale qui se donne dès le départ la recherche de l'autosuffisance alimentaire comme l'un des deux éléments constitutifs de son mandat. Quoi de plus normal alors que, de 1971 à 1973, la production céréalière totale des pays-membres du CILSS chutait de 21% entraînant du coup une baisse de 12% des ressources totales en céréales.

En dépit d'une mutation consensuelle en faveur du concept plus globalisant de "sécurité alimentaire", la recherche d'un taux d'auto-provisionnement élevé en céréales demeure, de toute évidence, une préoccupation constante pour la sous-région sahélienne. En témoignent les importants efforts d'étude et de sensibilisation entrepris depuis le Séminaire de Mindelo (1986) sur les politiques céréalières pour une éventuelle protection du marché régional et la promotion des échanges intra-régionaux. Cet état des choses tient essentiellement à deux raisons fondamentales. Sur un premier plan, l'agriculture est d'une importance primordiale pour l'ensemble des économies nationales au Sahel. Le secteur agricole est à la fois le premier pourvoyeur de produits vivriers et de revenus pour l'accès de l'accès de la majorité des populations rurales à l'alimentation par le marché. En effet, l'agriculture fournit 35 à 60% du PIB partout sauf au Sénégal et au Cap Vert (environ 20%); elle occupe 80 à 90% de la population active, sauf en Mauritanie (70%) et au Sénégal (52%); elle procure 60 à 98% des recettes d'exportations totales, sauf au Cap Vert et au Niger.

Sur un deuxième plan, les céréales occupent la place dominante aussi bien dans l'agriculture que dans les modèles de consommation alimentaire des pays du CILSS. En

dehors des rares cultures d'exportation (coton, arachide) qui tiennent tant bien que mal le coup d'une dure compétition, l'essentiel des surfaces cultivées sont allouées aux céréales. Pour des pays comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Tchad, l'apport des céréales dans la consommation calorique nationale se situe entre 70% et 80% et s'élève, d'une manière générale, en milieu rural pour atteindre les 80% à 90% (Bricas et Sauvinet, 1989; Gherzi, Martin et Larivière, 1989). Ce premier rang incontestable des céréales dans la consommation alimentaire des sahéliens résulte tant des conditions du milieu naturel (climat, sols, etc.) qui vouent l'agriculture de la sous-région aux productions céréalières, que de la faiblesse générale des revenus qui empêche la grande majorité des familles de diversifier sensiblement leurs régimes alimentaires.

La double dépendance structurelle de l'alimentation des populations sahéliennes de l'agriculture et des céréales justifie amplement l'importance qu'accorde le CILSS au suivi des bilans céréaliers de ses pays-membres, aussi bien par le Projet Diagnostic Permanent que par plusieurs études de la situation alimentaire de la sous-région. Cette contribution s'inscrit dans la logique de tels efforts, avec l'objectif de mettre en évidence quelques tendances lourdes de l'évolution parallèle de la production intérieure et de la consommation.

II. PRECISIONS PREALABLES

Trois précisions sont utiles pour bien camper l'examen du décalage production-consommation qui suit.

- Tous les 9 pays du CILSS, contrairement aux 6 retenus pour ce séminaire, sont inclus dans l'analyse. Ceci relève du souci de mieux tenir compte de certains phénomènes difficiles à circonscrire dans des frontières nationales strictes, tels que les flux d'importations et de ré-exportations entre pays.
- Trois catégories de céréales sont prises en compte. Il s'agit des céréales sèches (mil, sorgho, maïs) généralement non différenciées dans les séries chronologiques relativement longues, du riz décortiqué et du blé et de la farine de blé en équivalent-blé.

- L'examen du bilan céréalier s'articule autour de trois variables relativement agrégées:
 - la production intérieure brute, exempte de transformation, sauf dans le cas du riz;
 - les importations totales, comprenant aussi bien celles faites sur base commerciale que les aides alimentaires;
 - les ressources totales, somme de la production intérieure et des importations totales.

Il va sans dire qu'on puisse aisément reprocher aux importations totales (indicateur du décalage production-consommation) de ne pas refléter les flux de ré-exportations. Seule une amélioration notable des statistiques/données des marchés pourrait permettre un tel progrès. En outre, il conviendrait de garder à l'esprit que, pour fins d'une discussion plus poussée, l'aide alimentaire comptait en moyenne pour 39% des importations totales et près de 7% des ressources totales en céréales pour l'ensemble du CILSS.

L'approximation de la consommation par les ressources totales pêche, quant à elle, par l'omission délibérée des pertes, de reports de stocks qui, somme toute, s'apparentent pour l'essentiel à des consommations intermédiaires.

Tableau I.

**CILSS: Production, Importations et Ressources Totales en
Céréales per Capita (Kilogrammes) -- Evolution de 1971 à 1992**

PERI- ODE	PRODUCTION BRUTE				IMPORTATIONS TOTALES				RESSOURCES TOTALES			
	Cér. Sèch.	Riz	Blé	Total	Cér Sèc	Riz	Blé	Total	Cér. Sèch.	Riz	Blé	Total
1971 - 80	147	9	n.s.	156	7	12	9	28	154	21	9	184
1981 - 90	155	9	n.s.	165	7	19	11	37	162	29	11	202
Var.(%)	5.4	0	0	5.8	0	58.3	22.2	32.1	5.2	38.1	22.2	9.8
1974 - 82	149	9	n.s.	158	7	13	9	28	156	22	9	186
1985 - 92	168	11	n.s.	179	7	20	12	38	175	31	12	218
Var. (%)	12.8	22.2	n.s.	13.3	0	53.8	33.3	35.7	12.2	40.9	33.3	17.2

Tableau II.

CILSS: Production, Importations et Ressources Totales en Céréales
Taux de Croissance Annuels de 1970 à 1992 (pourcentages)

	BUR- KINA FASO	CAP- VERT	GAM- BIE	GUI- NÉE BISSAU	MALI	MAU- RI- TANIE	NI- GER	SÉNÉ- GAL	TCHAD	CILSS
PRODUCTION:										
- Céréales sèches	4.1	10.9	3.5	11.1	4.5	3.6	2.9	2.4	n.s.	3.3
- Riz	n.s.	n.a.	-2.3	8.2	3.5	17.6	5.0	4.0	n.s.	4.0
- Blé	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	-1.2	4.3	9.8	n.a.	-5.2	n.s.
Total	4.0	10.9	2.3	9.2	4.4	5.0	3.0	2.5	n.s.	3.3
IMPORTATION:										
- Céréales sèches	9.5	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	-9.7	8.9	3.2	14.6	2.7
- Riz	19.3	7.8	10.2	5.1	8.1	7.9	18.4	5.0	14.1	7.0
- Blé	1.6	6.6	9.1	n.s.	4.9	11.1	7.5	1.2	7.9	4.7
Total	8.3	3.5	10.0	3.7	4.6	6.2	9.8	3.5	11.5	5.3
RESSOURCES TOTALES:										
- Céréales sèches	4.1	2.5	3.4	10.0	4.4	n.s.	3.0	2.4	n.s.	3.2
- Riz	9.5	8.9	6.4	6.7	4.4	9.5	9.0	4.7	4.5	5.7
- Blé	1.7	7.6	10.2	n.s.	4.7	11.4	8.8	1.2	5.1	4.7
Total	4.3	4.2	5.2	6.9	4.4	5.7	3.3	2.9	1.3	3.6
Taux de croissance démographique	2.6	1.9	3.1	3.1	2.4	2.5	3.2	2.8	2.2	2.7
Taux de Crois- sance per Capita:										
- Production	1.4	9.0	-0.8	6.1	2.0	2.5	-0.2	-0.3	-2.2	0.6
- Importations										
- Riz	16.7	5.9	7.1	2.0	5.7	5.4	15.2	2.2	13.9	4.3
- Blé	-1.0	4.7	6.0	n.s.	2.5	8.6	4.3	-1.6	5.7	2.0
- Total	5.7	1.6	6.9	0.6	2.2	3.7	6.6	0.7	9.3	2.6
- Ressources	1.7	2.3	2.1	3.8	2.0	3.2	0.1	0.1	-0.9	0.9

Sources: FAO, DIAPER et USDA pour les données de production
FAO, DIAPER, SMIAR et USDA pour les importations
United Nations: World Population Prospects, 1990
CERPOD: Tableau des Données des Pays Membres du CILSS, 1991.

Remarques: n.a. = non applicable pour cause d'absence de la variable dans les pays concernés.
n.s. = non significativement différent de zéro au seuil de 10%.

III. EVOLUTION D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION ET DES RESSOURCES

La Figure Ia et le Tableau Ii illustrent et résumant l'évolution globale de la production intérieure et des ressources totales pour toutes les céréales dans les pays du CILSS. Il en ressort que la période 1970-92 a été marquée par un accroissement simultané de la production (33% par an) et des ressources totales (3,6% par an).

Cette évolution suggère un écart croissant, dans la mesure où la vitesse d'augmentation des ressources consommées est de 9% supérieure à celle de la production intérieure. Il convient toutefois de calmer toute projection alarmante tirée de ce premier constat, d'autant plus qu'on peut décomposer l'évolution décrite en deux phases distinctes. De 1970 à 1984, la production stagne relativement et sa part dans les ressources totales chute de 90% à 71%. A partir de 1985 se manifeste un certain regain d'accélération de la production qui, depuis lors, fournit 83 à 85% des ressources consommées. Il y a fort à débattre de la part relative de la pluviométrie et des réformes de politiques économiques comme facteurs explicatifs de cet essor en cours.

L'examen des tendances globales par pays montre qu'en dehors du Tchad (perturbé par de longs troubles socio-politiques), c'est surtout en Gambie (pays au régime commercial le plus libéral) que les ressources totales s'accroissent presque indépendamment de la production intérieure, soit 2,3 fois plus vite que celle-ci. Parmi les autres pays, le Sénégal et la Mauritanie où l'agriculture occupe une part plus faible de la population active, voient également leur consommation céréalière s'accroître à un rythme annuel d'environ 15% supérieur au taux d'augmentation de leur production intérieure. Pour les pays aux larges population peu urbanisées (Burkina Faso, Mali et Niger), le rapport production-consommation se maintient globalement entre 90 et 95%.

IV. EVOLUTION STRUCTURELLE PAR CATEGORIE DE CEREALES

4.1. Céréales Sèches

La Figure Ib et les Tableaux I et II mettent en évidence qu'en matière de céréales sèches, les sahéliens ne consomment essentiellement que leur propre production. Ici, les ressources totales n'augmentent qu'au rythme de la production, voire moins vite que celle-ci. Les ressources consommées en céréales sèches n'excèdent la production intérieure de plus de 5% que pendant 5 des 23 années (1970-92) prises en considération. Les seules importations sont à imputer aux aides d'urgence qui, sous les efforts d'application de la Charte de l'Aide Alimentaire dans les pays du CILSS, sont de plus en plus constituées de transferts des excédents d'un pays à un autre dans la sous-région.

4.2. Riz

Les chiffres des Tableaux I et II et le Graphe de la Figure Ic indiquent bien, si besoin était, qu'ici se situe un des points focaux du problème de décalage entre production et consommation au Sahel. Pour l'ensemble des pays du CILSS, les ressources consommées en riz augmentent à un rythme annuel qui dépasse de 43% le taux d'accroissement de la production. Les importations totales qui comblent cet écart béant de 710.000 tonnes à 940.000 tonnes de riz par an s'accroissent, à 7% par an, trois fois plus vite que la population totale.

Il en résulte une certaine mutation des structures de consommation, largement attribué à l'urbanisation rapide, au changement du coût d'opportunité du temps des femmes et aux prix relatifs du riz importé d'Asie par rapport aux céréales produites localement. Ainsi, la production intérieure qui couvrait 58% des ressources consommées en riz en 1970 n'en fournit plus que 35 à 40%.

Le phénomène de la montée rapide de la consommation du riz est général dans tous les pays du CILSS où les importations augmentent à plus de 7% par an, sauf au Cap Vert et au Sénégal. L'accroissement élevé des importations en Gambie (10,2%) s'expliquerait aisément par le phénomène bien connu des ré-exportations de ce pays vers le Sénégal en particulier qui affiche le taux d'augmentation le plus bas de la sous-région (5% par an).

4.3. Blé

Le blé constitue la deuxième céréale problématique des pays du Sahel. Face à une production intérieure virtuellement absente (1 à 4% des besoins), les ressources consommées s'accroissent au rythme des importations, à 4,7% par an.

Tout comme pour le riz, les importations et la consommation de blé suivent étroitement l'urbanisation de la population. En tenant compte des ré-exportations possibles de la Gambie vers le Sénégal, c'est dans les pays aux plus forts taux d'urbanisation que se constatent également les taux d'augmentation des importations les plus élevés. A la lumière de cette évidence, il apparaît que les sahéliens, en s'urbanisant de plus en plus vite, consomment de plus en plus du blé qu'ils ne produisent guère.

V. CONCLUSION

Les Figures IIa à II d relatent les mêmes tendances décrites plus haut, tout en les rapportant à des moyennes per capita. L'écart global entre la production intérieure et les ressources consommées en céréales, quoique se situant à un niveau relativement tolérable (environ 15%), s'aggrave dans sa structure qui est essentiellement dominée par le riz et le blé. Or ces deux céréales dévoratrices de devises rares sont celles dans la production desquelles les sahéliens pourraient encore peiner longtemps pour prétendre à une certaine compétitivité.

Les Figures IVa à IV d résument bien cette problématique où, entre les décennies des années 70 et 80, le riz et le blé ravissent respectivement 3% et 1% de par de consommation aux céréales sèches. Face à l'amenuisement des recettes d'exportations traditionnelles se pose évidemment un problème de durabilité du divorce ainsi croissant entre production intérieure et consommation. Pour y faire face, devrait-on et pourrait-on stimuler des effets de substitution dans la consommation? Faudrait-il s'investir plus dans la production (difficilement compétitive) du riz? Convierait d'adopter des mesures de protection plus rigoureuses à l'échelle sous-régionale? Voici quelques questions à l'ordre du jour de multiples débats et efforts de recherche sur les politiques et stratégies de sécurité alimentaire dans la zone soudano-sahélienne de l'Afrique de l'Ouest. En affrontant ces questions, il reste toutefois de prime importance d'adopter une approche plus globale qui incorpore à la fois une vision de filières de produits et

les multiples interactions entre aspects technologiques, institutionnels et politiques économiques affectant la production, la transformation, la commercialisation et la consommation des produits concernés.

